

## Séance publique du lundi 25 juin 2012

Convoqué le mardi 19 juin 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 25 lundi juin 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Christian BOUILLE, Christian DUMONT, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

### Absents :

Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT.

## Echelon spécial des cadres d'emplois de catégorie C

Serge FLEURENCE rapporte :

Le décret 2012-552 du 23 avril 2012 a étendu la possibilité d'accès à l'échelon spécial existant dans l'échelle indiciaire afférente au grade d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe à l'ensemble des grades relevant de l'échelle 6 des autres cadres d'emplois de la catégorie C (opérateurs des activités physiques et sportives, agents sociaux, ATSEM, garde champêtre, auxiliaires de puériculture, auxiliaires de soin, adjoints administratifs, adjoints du patrimoine, adjoint d'animation).

Jusqu'à ce texte, seuls les adjoints techniques principaux de 1<sup>ère</sup> classe bénéficiaient en effet de l'accès au 8<sup>e</sup> échelon dit échelon spécial, par l'avancement d'échelon (3 ans d'ancienneté au 7<sup>ème</sup> échelon pour le mini et 4 ans pour le maxi). Le 7<sup>ème</sup> échelon était l'échelon terminal pour l'ensemble des autres grades de catégorie C relevant de l'échelle indiciaire 6.

Toutefois les modalités d'accès à l'échelon spécial institué par le décret 2012-552 se distinguent de celles applicables aux adjoints techniques principaux de 1<sup>ère</sup> classe puisqu'elles s'apparentent à celles applicables à un avancement de grade, et non à un simple avancement d'échelon.

En effet, la condition de 3 ans d'ancienneté dans le 7<sup>ème</sup> échelon est nécessaire mais ne suffit pas : les agents qui remplissent cette condition doivent en outre figurer sur un tableau d'avancement, après avis de la Commission administrative paritaire.

Comme pour l'avancement de grade, la collectivité doit au préalable délibérer sur un ratio après avis du CTP.

Le ratio correspond au pourcentage maximum des promouvables (agents remplissant la condition de 3 ans d'ancienneté au 7<sup>ème</sup> échelon de l'échelle 6) qui pourraient être inscrits au tableau annuel d'avancement de grade.

Le décret ne prévoit ni ratio plancher ni ratio plafond.

Afin de donner à cette mesure tout son sens et d'ouvrir à tous les agents de catégorie C le bénéfice de l'avancement à l'échelon spécial dont bénéficient les adjoints techniques, il est proposé de fixer ce ratio à 100 %.

Ce ratio fixe le pourcentage maximum d'agents qui peuvent être inscrits au tableau. Il fixe donc une limite supérieure mais n'entraîne pas d'obligation de nomination, et donc d'inscription automatique de tous les promouvables au tableau d'avancement.

En effet, l'inscription au tableau d'avancement à l'échelon spécial reste liée à l'appréciation de la valeur professionnelle et certains agents pourront donc faire l'objet d'un avis défavorable, comme c'est déjà le cas le cas pour l'accès à un avancement d'échelon à la durée minimum.

**Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal d'adopter les dispositions suivantes:**

- Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des grades terminaux des cadres d'emplois de catégorie C représentés au sein de la collectivité, à l'exception du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, pouvant bénéficier de l'inscription au tableau d'avancement à l'échelon spécial est déterminé par application du taux de 100 % à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.  
Ce taux est un taux plafond dans la limite duquel seront établis les tableaux d'avancement à l'échelon spécial après avis de la Commission administrative paritaire compétente.
- L'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes est prévue par la présente délibération.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26/06/2012**